19e Année.— N° 5869 Bureaux : (RUE NAIN, 1.) UN NUMÉRO : 15 CENTIMES. Bureaux : (RUE NAIN, 1. Mercredi 20 Janvier 1875

ALFRED REBOUX
Propriétaire-Gérant

ABONNEMENTS :
Roubaix-Tourcoing : Trois mois. . 13.50
» » Six mois. . . 26.»
» » Un an . . . 50.»

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, trois mois. . . . . 15 fr.
La France et l'Etranger, les frais de poste en sus.
Le prix des Abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le *JOURNAL DE ROUBAIX* est désigné pour la publication des *ANNONCES LÉGALES* et *JUDICIAIRES*

ALFRED REBOUX
Propriétaire-Gérant

INSERTIONS :
Annonces : la ligne. . . 20 c.
Réclames : » . . . 30 c.
Faits divers : » . . . 50 c.
On peut traiter à forfait pour les abonnements d'annonces.

Les abonnements et les annonces sont reçues à *Roubaix*, au bureau du journal, à *Lille*, chez M. Quarré, libraire, Grande-Place; à *Paris*, chez MM. Havas, Laffite et Cie, 8, place de la Bourse; à *Bruxelles*, à l'Office de Publicité.

BOURSE DE PARIS

18 JANVIER
(Service gouvernemental)

3 0/0	62 10
4 1/2	91 00
Emprunts (5 0/0)	100 20

19 JANVIER

3 0/0	62 10
4 1/2	90 75
Emprunts (5 0/0)	100 30

(Service particulier du Journal de Roubaix)

Actions	Banque de France	3815 00
»	Société générale	540 00
»	Crédit foncier de France	850 00
»	Chemins autrichiens	000 00
»	Lyon	885 00
»	Est	520 00
»	Ouest	582 00
»	Nord	1100 00
»	Midi	641 00
»	Suez	497 00
6 0/0	Péruvien	67 00
Actions	Banque ottomane (ancienne)	658 00
»	Banque ottomane (nouvelle)	551 00
Londres court		251 55
Crédit Mobilier		390 00

DÉPÊCHES COMMERCIALES

(Service particulier du *Journal de Roubaix*.

Anvers, 18 janvier, soir. (Arrivée en retard)—Pétrole : Marché calme; disponible 25 1/2 à 26; courant 25 1/2; février, mars, avril 25 1/2; septembre, quatre derniers, 29 à 30.

Laines : Marché ferme. Ventes 232 b. Plata.

Anvers, 19 janvier, 2 h. 50 soir. — Pétrole : Marché calme; disponible 26; février 25 1/2; mai 26 à 26 1/2; septembre 29; quatre derniers 29 1/2.

Laines : Fermes demandées; ventes 205 b. Plata.

Havre, 19 janvier, 12 h. 45 s.

Coton : Ventes 3,500 b. Marché animé, prix raidissants ; Louisiane 97 ; good fair Oomra à livrer 68 à 68.50 ; fes autres articles sont sans affaires.

Marseille, 19 janvier, 12 h. 30 soir

Blés : Ventes 7.920 hectolitres ; importations, 1,482 hectolitres. Azoff 33 à 28.28, la charge de 160 litres.

Laines : Kassapbachi fines 270 à 275 ; deuxièmes 210 à 215 ; Carachach 245 ; Tunis 185 ; Erzerun blanches, 215 ; grises 165 ; Salonique retondues, 190.

Cotons : Salonique 150 ; Idelep 130 ; Tarsous, 15.

Soies : filature Syrie, 128.

Liverpool, 19 janvier.

Cotons : Ventes 18,000 b., dont 4,000 pour la spéculation. Marché raide.

Importations : 23.000 b. Middling Upland 7 12/16; New-Orléans 8; Permanbuco 8 2/16; Maccio 8 2/16.

Londres, 19 janvier.

Sucre : Marché faible.
Café : Marché actif.
Laines : Fermes.
Soie : Soies calmes.

Dépêche de MM. Schlagdenhauffen et Ce, représentés à Roubaix par M. Bulteau-Desbonnets :

Havre, 19 janvier, 2 h. 35 soir.

Cotons : Ventes 5.000 b. ou plus; marché excité, haussant. Low-Orléans 95 à 95,5; Georgie 91,5; très-ordinaire 94; Georgie 91; terme 93; — acheteurs.

Liverpool, 18 janvier.

Cotons : Ventes 18.000 b. Marché raidissant ; livrable 1/8 de hausse.

New-York, 19 janvier.
Coton 15 1/4. Recettes 26,000 b.

Dépêches affichées à la Bourse de Roubaix.

Liverpool, 19 janvier.
Ventes 20,000 balles. Orléans 15/16; Upland 11/16.

Havre, 19 janvier.
Ventes 6,000 b. Hausse de 1 fr., principalement en Surate.

New-York, 19 janvier.
Coton 15 1/4; recettes 26,000 b.

ROUBAIX 19 JANVIER 1874.

L'élection qui vient d'avoir lieu dans les Hautes-Pyrénées a été favorable au candidat bonapartiste. D'après les dépêches de Tarbes, transmises le 18, à six heures du matin, M. Cazeaux a obtenu 29,630 voix contre M. Alicot, qui en a rallié 23,026. Il ne manquait, d'après la même dépêche, que les votes de deux communes. M. Cazeaux a donc été élu à une majorité considérable, qui cause une vive surprise aux députés de la droite et de la gauche à Versailles. Si ces députés veulent avoir le secret de l'élection des Hautes-Pyrénées, ils le trouveront à Versailles même et dans le sein de l'Assemblée.

CHRONIQUE DU JOUR

La *France* annonce comme certaine la prochaine nomination du marquis de Molins au poste d'ambassadeur d'Espagne à Paris. L'époque de son arrivée n'est subordonnée qu'à celle de la reconnaissance officielle du nouveau gouvernement espagnol.

Sur la demande du Khédive, deux anglais, MM. Cholmondeley Pennel et Acton, ont été désignés pour organiser en Egypte un ministère de commerce semblable à ce qui existe en ce moment en Angleterre.

Le départ de la Reine, d'Osborne pour Windsor, est fixé au 17 février.

L'*Union* publie la dépêche suivante : « Montpellier, 18 janvier, 9 h. matin. — La bénédiction de la cathédrale a eu lieu en présence d'un grand concours de peuple. Etaient présents NN. SS. l'archevêque d'Avignon, les évêques de Nîmes et de Grenoble et Mgr Las Cazes, ancien évêque de Constantine, ainsi que le P. abbé de la trappe de Sainte-Marie du Désert. La cérémonie était vraiment imposante. Dans d'excellents discours, le préfet et l'architecte se sont adressés à Mgr de Cabrières en lui remettant les clefs de la cathédrale. Monseigneur y a fait une très belle réponse. »

Sur la demande qui lui en a été faite par M. de Cumont il y a quelque temps, l'Académie de médecine vient de transmettre au ministère de l'instruction publique un programme complet d'enseignement élémentaire de l'hygiène à l'usage des lycées et des colléges. Cet enseignement sera donné dans les classes de rhétorique et de philosophie.

Un des doyens de la science, M. d'Omalins-d'Halley, le célèbre géologue belge, vient de mourir à Bruxelles, à l'âge de quatre-vingt-douze ans. M. d'Omalins était un des membres les plus populaires de cette pléiade de savants illustres qui ont depuis soixante ans complétement renouvelé, on pourrait dire qui ont créé la géologie et les sciences qui s'y rattachent.

Le *Bien Public* annonce que des faits graves de corruption électorale seraient imputés au parti bonapartiste dans tout le département des Hautes-Pyrénées, et que de nombreuses protestations sérieusement motivées seraient sur le point d'être adressées à l'Assemblée nationale contre l'élection d'hier.

REVUE DE LA PRESSE

Après avoir constaté que « décidément, la qualification de candidat septennaliste porte malheur puisque M. Alicot échoue devant M. Cazeaux, le *Bien public* exprime l'opinion suivante :

» Si, après avoir déclaré solennellement que l'empire est responsable de l'invasion et du démembrement de la patrie, vous infligez aux départements des préfets, des sous préfets, des maires bonapartistes, vous défaites d'une main ce que vous avez fait de l'autre, vous réhabilitez l'empire que l'Assemblée nationale avait condamné, vous le glorifiez, vous l'imposez presque aux populations.

» Si la situation d'ambiguité malsaine où nous nous débattons se prolongeait longtemps encore, ajoute le *Bien public*, ce but ne tarderait pas à être atteint, et les orléanistes devraient alors, comme le déclarait il y a quelques jours à peine M. de Chaband Latour, se préparer à partir pour l'exil, tandis que les républicains seraient en proie aux plus violentes persécutions, et que l'Allemagne se livrerait à la joyeuse espérance d'une troisième invasion et d'un nouveau démembrement de la France. »

Le *Temps* tient le même langage. Il est évident, suivant lui, que « le septennat proprement dit, avec son caractère provisoire et les arrière-pensées qu'il abrite, est partout répudié par les électeurs. Qu'il s'appuie sur la droite ou sur la gauche, dit-il, il est condamné d'avance à la défaite par l'insuffisance de son programme, par son impuissance avouée et volontaire à garantir l'avenir du pays, par les équivoques qu'on entretient sous son nom ». Le *Temps* ajoute que l'Empire seul « a profité et peut profiter encore de l'absence d'un gouvernement défini ou définitif et que ce gouvernement « ne pouvant pas être la royauté, doit être dès à présent la République conservatrice. »

Le *Journal de Paris* pense que si M. Alicot a été battu, c'est que sa candidature était une candidature « de transaction, et, pour dire le mot, de conjonction des centres. A ce titre, ajoute-t-il, elle avait, dès le premier tour de scrutin, effarouché certaines conservateurs. Le mouvement de défiance contre la candidature de l'honorable M. Alicot, a dû s'accentuer encore davantage, lorsqu'on a vu la gauche tout entière se rallier à cette candidature. Le patronage non-seulement du *Temps*, ou du *XIXe Siècle*, mais même du *Rappel*, a dû irriter et effrayer un certain nombre de conservateurs. De là évidemment les désertions qui se sont produites dans le camp de M. Alicot. »

Le *Français* pense également que l'appui des républicains a nui à M. Alicot. Il croit aussi que l'extrême droite et l'extrême gauche ont contribué au succès de M. Cazeaux, par leur vote du 6 janvier. « Le pays veut un gouvernement fort, dit-il; fortifiez le gouvernement du maréchal de Mac-Mahon et le pays va au septennat. »

Le *Français* termine en disant que « le seul moyen d'échapper au césarisme, c'est de tenir les promesses faites au 24 mai et au 19 novembre. »

La *Presse* se prononce dans le même sens que le *Journal de Paris* et le *Français*; mais elle arrive à une conclusion différente. « L'élection de M. Cazeaux, dit-elle, donne un adversaire de plus à la conjonction des centres, mais combien de partisans jusque-là hésitants ne va-t-elle pas lui rallier ! Si donc le département des Hautes-Pyrénées y perd, la France entière y gagnera. »

La *Gazette de France* dit que l'élection des Hautes-Pyrénées « est bien faite pour éclairer » ceux qui n'ont pas compris qu'il fallait « supprimer ce titre fatal de République. » Les candidats bonapartistes se gardent bien, ajoute-t-elle, de se réclamer de l'Empire, « ils se bornent à appeler à eux tous les citoyens convaincus des dangers de la République » et c'est ce qui les fait réussir.

La *Patrie* célèbre en ces termes la victoire du candidat impérialiste : « Le suffrage universel vient d'infliger dans les Hautes-Pyrénées une leçon très-significative aux organisateurs de la coalition étrange, immorale qui a outrepassé vraiment tout ce qu'on pouvait imaginer. » La *Patrie* espère qu'on s'en souviendra « dans les élections partielles qui doivent venir et pour la composition du ministère qui va être formé. »

Le Pays se demande si « l'exemple des Bruas, des Levavasseur, des Alicot portera ses fruits. » Il affirme ensuite que le gouvernement est incapable de faire passer un candidat » sans l'appui des bonapartistes.

L'*Ordre* dit que « le temps des équivoques est passé et qu'on ne peut vaincre sur le terrain électoral qu'en arborant loyalement son drapeau. »

La *Liberté* pense aussi que le suffrage universel « ne comprend rien aux finesses et aux contradictions des partis, » et que les « nuances et les subtilités des politiciens lui échappent. »

L'*Union* laisse de côté l'élection des Hautes-Pyrénées pour s'occuper de M. d'Audiffret-Pasquier et du centre droit auxquels elle reproche de « chercher un remède aux périls qui nous menacent dans des combinaisons chimériques dont le succès doit être préparé par le cabinet mystérieux qui se dérobe derrière les ministres renversés le 6 janvier. Il appartient à la droite, dit l'*Union* de mettre fin à ce petit complot ministériel. Le moment est venu de savoir si le gouvernement du maréchal-président restera à droite ou s'il penchera du côté gauche. La haute personnalité de M. de Mac-Mahon ne doit pas être engagée dans le débat, et nous demandons que les futurs ministres ne se tiennent pas plus longtemps derrière le rideau, car l'heure des responsabilités a sonné. »

La République

Qu'est-ce que les chefs du parti républicain, les orateurs, les publicistes, etc., nous présentent sous le nom de république ?

Autrefois, la politique était une lutte « entre les partis », c'est-à-dire entre un certain nombre assez restreint d'hommes pouvant « entrer au jeu ».

De même qu'à Monaco, on assure qu'on ne laisserait entrer dans les salles de jeu, ni un ouvrier, ni un homme connu pour commis ou caissier de marchand, ni un mineur, ni une femme en bonnet, etc.

Mais aujourd'hui, la guerre est entre les classes de la société; c'est une jacquerie. — Cette guerre est fomentée par des hommes qui, au jour du combat, se sont tenus, se tiendront à l'abri des coups, et ne reparaîtront qu'au butin.

Les exemples en sont si communs, qu'il suffit presque de donner la liste des chefs du parti.

Dans les révolutions précédentes, en 1830 et en 1848, il y avait des fanatiques qui voulaient bien mourir; — aujourd'hui, on veut vivre, et bien vivre.

On a vu *tous* les membres du gouvernement de la défense nationale, « jurer de se faire tuer jusqu'au dernier »; pas un seul ne s'est exposé une seule fois au plus petit danger. — La retraite de Me Gambetta à Saint-Sébastien est légendaire.

Parmi les 107 membres de l'Assemblée qui ont voté contre la paix et pour la guerre à outrance, j'ai défié qu'on m'en nommât sept ayant quelque peu exposé leur précieuse peau à la moindre égratignure, et on ne m'a pas répondu.

Toute la politique du parti *soi-disant* républicain démocratique et social, est fondée sur un jeu de mots et un mensonge.

Les philosophes, les législateurs, les politiques sensés et honnêtes, entendaient par « le peuple », *populus*, la totalité de la nation.

Par « souveraineté du peuple », on entendait le droit qu'avait la nation de choisir un roi, de passer un contrat avec lui, de le déposer, etc.

Aujourd'hui, on appelle « peuple » *plebs*, la classe ouvrière, les pauvres, en y joignant insolemment pour les ouvriers et les pauvres, la populace, ce que les Anglais appellent *mob*, la canaille, et comme auxiliaires, les brigands, les assassins, les incendiaires, — dont les chefs de parti ont avoué publiquement qu'ils ne voulaient ni ne pouvaient se séparer.

De ce jeu de mots, de ce mensonge, il résulte que le pays est divisé en deux nations, la nation appelée « le peuple », qui parlait d'abord de partager, ne veut plus partager avec l'autre, veut tout prendre, et mettre les anciens riches ou aisés dans la position des pauvres.

Les orateurs de taverne font concevoir à la classe ouvrière les espérances les plus injustes, les plus absurdes, les plus criminelles; — ils excitent les convoitises les plus effrénées, — se réservant, quand ils arrivent au pouvoir, après que leurs dupes ont tué et ont été tués, de ne donner aux survivants, pour curée, que la peau de la bête, en se réservant la venaison; puis, alors, c'est fini.

Il ne doit plus y avoir d'opposition; — le but est atteint; tout va bien.

En 1848, je leur disais :

Grands citoyens, vous êtes aux affaires;
Vous avez le pouvoir, faites régner la loi,
La justice et la paix : traitez le peuple en frères;
Appelez le talent avec la bonne foi;
Pratiquez les vertus dont vos âmes sont fières.

Et on me répondait :

Vrai Dieu ! vous plaisantez ! ces superbes vertus
Que proclamaient nos drapeaux dans la lice :
Désintéressement, simplicité, justice,
Mes bons messieurs, c'est bon pour des vaincus.
Vous qui n'avez plus rien, ni places ni pécune,
Sans murmurer, subissez vos destins,
Et laissez-nous jouir de la bonne fortune.

A votre tour d'être républicains.

En effet, Caussidière, un des principaux émeutiers de 1830 à 1848, se nomme lui-même, en 1848, préfet de police, — à l'instant même, lisez ses mémoires, il découvre que « le peuple roi hier » est « bien mêlé aujourd'hui »; il augmente le nombre des agents de police, pour défendre la société contre les « émeutiers, les gens sans aveu, les *caroubleurs*, (lisez toujours ses mémoires), les voleurs, les grecs, les piliers de tavernes, les souteneurs de filles » etc.

Ces abus contre lesquels on a tant crié, vous croyez qu'on va les détruire; pas le moins du monde, on n'a jamais voulu que les conquérir; ils ont un peu souffert dans la bagarre, on les raccommode, on les reprise, on les refait à sa taille.

Lorsqu'après, la déchéance de l'empire, tout le monde semble se réfugier sur la République, comme sur un radeau dans le naufrage; lorsque M. Thiers lui-même, qui s'était, à diverses reprises, pendant quarante ans, montré l'ennemi implacable des théories républicaines et avait tant emprisonné, déporté et fusillé de républicains, ou de soi-disant républicains; lorsque M. Thiers se convertit, comme St-Paul, à une république — dont il serait le président.

Je crus encore une fois que le moment était arrivé d'essayer sérieusement de fonder la république; et dans divers écrits que je publiai alors, j'indiquai les mesures qui devaient assurer cet établissement.

Pour payer notre rançon à l'Allemagne, disais-je, il faut vendre, ou plutôt mettre en loterie les « pierreries de la couronne », y ajouter une partie des richesses de nos musées, c'est-à-dire ce que fait une famille riche, subitement tombée dans la détresse : on vend les diamants de madame, les voitures et les chevaux de monsieur, on quitte les somptueux appartements pour un modeste logement, on ne conserve qu'une domestique, etc.

Il faut, dis-je, réduire tous les gros traitements; dans notre situation, le plus élevé ne doit pas dépasser plus de 12.000 francs; plus de demeures somptueuses pour les ministres; chaque ministre continuera à demeurer dans son habitation, et ira à son ministère, comme y vont les employés; plus de ces grands dîners, de ces bals et de ces fêtes, etc.

Outre l'économie que cette suppression mettra dans nos finances, il est convenable de porter, au moins pendant quelque temps, le deuil de notre gloire, de notre fortune, le deuil de nous-mêmes.

« De plus, si les lois somptuaires, édictées souvent par nos rois, sont restées stériles, c'est qu'ils ont négligé d'y joindre l'exemple. L'exemple des hommes placés à la tête des affaires, l'exemple de leur modération, de leur simplicité, de leur désintéressement, suffira peut-être pour mettre la modération, la simplicité, le désintéressement, la pauvreté même à la mode, dans ce pays où il n'y a que des modes.

Qu'a-t-on fait ? Qu'ont fait les soi-disant républicains ? Ils ont suspendu le suffrage qui les inquiétait, et, comme le disait M. Cotte, représentant du Var, alors préfet :

« Pourquoi des élections, puisque nous sommes au pouvoir ? »

Et ce même Cotte, quand il fallut cependant en venir aux élections, fut surpris en fraude audacieuse.

Les soi-disant républicains se sont rués sur les préfectures, sur les sous-préfectures, en s'attribuant les gros traitements tant reprochés aux préfets de l'empire : — seulement, la plupart ont mis dans leurs poches, en signe d'austérité, les appointements que les autres dépensaient en dîners et en fêtes. — J'en citerai un exemple que j'ai eu sous les yeux :

A Nice, M. Gavini, pendant dix ans préfet, non-seulement dépensait son traitement, mais y ajoutait quelque chose de sa fortune personnelle. M. Dufraisse n'a pas fait une réception, dînait volontiers en ville, et touchait cependant le même traitement que M. Gavin.

Mais bientôt il ne s'est plus trouvé assez de préfectures, et de sous-préfectures; on a inventé et créé des places de délégués, de préposés, de commissaires à ceci et à cela; places toutes rétribuées, sans compter les gaspillages, où se réfugiaient des hommes jeunes, valides, qui évitaient ainsi de prendre part à la guerre; — toutes les places occupées, on a donné aux frères et amis, à leurs femmes, à leurs maîtresses, des fournitures ruineuses, — Me Gambetta recommandait chaudement, imposait le sieur Ferrand, aujourd'hui en prison pour escroquerie, — et ces fournisseurs volaient le pain, les habits, les souliers de nos pauvres soldats, et les envoyaient se battre avec des armes de rebut et sans munitions; — tous se ruaient à la curée, dans notre malheureuse France, comme les chiens sur un cerf blessé.

Puis on les a vus, triste carnaval, s'orner, s'affubler de riches costumes, de bottes rouges, de ceintures à glands d'or; s'attiffer, se barioler de galons, s'empanacher de plumets.

Ce n'est pas tout : croyez-vous qu'à l'Assemblée nationale, ils aient au moins proposé, défendu, voté les principes émis par les économistes républicains sérieux ? Nullement. — Pour se concilier M. Thiers, dont ils avouaient vouloir faire « un cheval de renfort », et qu'ils ont en effet fini par atteler, ils ont abandonné l'impôt sur le revenu, le seul équitable, le seul logique, le seul productif sans cruauté, auquel il faudra un jour venir.

Ils ont voté les impôts sur les matières premières, sur les denrées nécessaires à la vie, etc.

Quant aux gros traitements, objet autrefois de leur indignation, ils n'en ont plus soufflé un mot, les voyant enfin à leur portée.

Quand j'ai vu les anciens libéraux accepter l'idée de la République, quand j'ai vu presque toutes les autres portions de l'Assemblée s'y résigner avec plus ou moins de bonne grâce, j'ai dit :

Commencez par nettoyer la république : — repoussez avec horreur les excès et les crimes de la commune; proposez un ordre du jour qui, voté par les chefs du parti, les oblige à rompre à jamais avec leur queue de chenapans, de vauriens, de fripouilles, de souteneurs de filles, de voleurs, d'assassins et d'incendiaires, — et qui, s'ils refusent de le voter, vous donne le droit, vous impose le devoir de

---

Feuilleton du *Journal de Roubaix*
DU 20 JANVIER 1875.

— 33 —

L'ESCLAVE

PAR
G. DE LA LANDELLE.

XIX. — RECHERCHES.

« Jean-Pierre Tremblay a été bien surpris d'apprendre que jamais Victor Dioval n'eût été revu à Morlaix. Le navire de Liverpool, dont personne n'a jamais su le nom, aurait donc péri corps et biens ; ou bien Victor serait mort pendant la traversée.

« Mais, moi Binigan, j'ai soupçonné que son débarquement, son embarquement et le navire anglais étaient autant d'inventions de Zurban connu, pour un parfait coquin. Et sachant bien les dates, j'ai cherché des gens qui fussent à l'époque au port de la Paix.

» Juan Papelito de la Grand-Canarie, matelot à bord du *San-Vicente* à la Havane, m'a dit à moi Binigan qu'à l'époque il n'y avait aucun anglais de Liverpool ni d'ailleurs au port de la Paix, que Zurban avait autrefois fait les cent coups à Ténérife sous le nom de Cornibolo, et qu'on pouvait pour renseignements s'adresser à la posada Melchior, tenue par la Tornazasa.

« Mais les chances de la navigation ne m'ayant pas conduit à Sainte-Croix de Ténérife, je me borne à fournir la présente indication telle quelle.

« Anatole Castillon, matelot de deuxième classe, inscrit à Dieppe (Seine-Inférieure), se trouvant sur le grand banc de Terre-Neuve à bord de *la Grenouille* de Calais, m'a dit qu'il était, dans les temps, embarqué sur *la Zéphyrine*, où tous les matelots eurent de mauvaises idées, rapport à la disparition imprévue de Victor Dioval, mêmement qu'un Provençal nommé Campan, inscrit à Cannes (Var), dit un soir : — « Zurban l'aurait vendu comme » enfant de couleur que ça ne m'étonnerait pas. » — Nous autres, ajoutait Castillon, nous nous mîmes à rire; mais, puisque Dioval n'a pas été revu à Morlaix, le Provençal pourrait bien tout de même avoir dit la vérité.

« J'ai naturellement donné raison à Campan de Cannes.

« Ayant déjà recueilli tout ce qui précède, et connaissant l'ancien lieutenant de *la Zéphyrine* à Bayonne, je lui ai tout écrit, et, en retour à Saint-Brieuc, voici la réponse que j'ai trouvée poste restante :

« Monsieur Binigan,

» Toutes les peines que vous vous donnez pour retrouver les traces de votre jeune ami Victor Divoal prouvent que vous êtes un matelot plein de cœur et de bon sens. Je vous en félicite et m'empresse de vous déclarer que vous devez être dans le vrai.

» Par hasard, le jour où ce pilotin disparut, je me trouvais pour affaires de pacotille dans le quartier qu'on traverse pour se rendre par terre au port de la Paix. Je ne vis point passer notre pilotin. Plus tard j'ai eu l'occasion de retourner à Sainte-Croix et d'y acheter chez un brocanteur un petit sac que je reconnus très-bien pour lui avoir appartenu. Si Divoal allait s'embarquer, ce n'était point le cas de vendre son sac, et si, au contraire, Zurban a fait un coup de traite (ce dont je le sais coutumier), il a dû se hâter de se débarrasser des effets de votre pauvre ami. Puissiez-vous réussir, monsieur, à faire délivrer notre excellent petit camarade de la captivité où il gémit peut-être encore, sans espoir d'être jamais secouru.

» Tout à votre service.

» EMMANUEL BARAY,

» capitaine au long cours, ex-lieutenant de *la Zéphyrine*. »

» Enfin, à Terre-Neuve, deux matelots de Jersey, avec qui je causais des Canaries, comme toujours, m'ont raconté qu'étant encalminés proche Gomère, ils furent tout à coup hélés par un petit pêcheur tout nu qui criait : — « Au secours ! je suis Français ! délivrez-moi ! » Les Islenos de la même barque que lui le bâillonnèrent, et le capitaine du bord, quoiqu'il eût bien entendu, se garda bien de répondre au prétendu petit Français.

« Tout ce que je dis aux deux Jerséyens du signalement de Victor leur parut se rapporter au pauvre malheureux dont ils parlaient. Mais, que ce fût ou que ce ne fût pas Victor lui-même, la rencontre prouve au moins qu'un jeune Français peut être enrôlé de force sur une barque de ce pays. »

— En vérité, c'est épouvantable ! dit l'amiral de Guernévez après la lecture du dossier de Binigan.

— Je n'ai pas tout écrit, amiral, de peur d'être trop long. Mais, en prenant mes renseignements, j'ai causé avec pas mal d'anciens négriers qui savent de quoi sont capables les marchands de bois d'ébène. Papelito et ses camarades, que j'ai beaucoup fréquentés, m'ont conté des histoires de contrebande d'esclaves à faire dresser les cheveux de la tête. A la posada Melchior, par exemple, trois petites filles du Maroc, enlevées par des négriers, furent apportées en barriques, nourries ensuite pendant huitaine dans la cave, et enfin expédiées aux Antilles, toujours en barriques, avec l'étiquette de la douane. Sur les trois, deux moururent en route, mais la troisième fut vendue si cher, que l'opération fut estimée excellente. On les nourrissait au moyen d'un tuyau entonnoir passant par la bonde.

— Horrible ! murmura l'amiral.

— Quant à Zurban, poursuivit Benigan avec indignation, je n'ai rien négligé pour m'édifier sur son compte. Tremblay ni Castillon n'en ont jamais su autant que moi. Un trait entre mille. Etant sur la côte de Mozambique, il invite à déjeûner tous les princes et toutes les princesses d'un quartier où il venait de prendre chargement d'esclaves, fait lever l'ancre en sourdine pendant le repas, une fois au large met aux fers tous ses invités et va les vendre à Maurice.

— Je conçois à merveille qu'un pareil misérable ait pu trafiquer de la liberté de votre jeune ami. Je me charge de l'affaire et je vous promets, mon brave Binigan, de ne pas m'endormir plus que vous.

— Grand merci, amiral ! me voici content, mais...

— Quoi encore ?

— Dame ! après les lettres de Valparaiso, M. votre neveu m'a refoulé parce que, moi, je ne perdais pas encore espérance. Eh bien, m'est avis que mieux vaut ne rien dire de tout ceci à M. votre neveu, ni aux Dioval, puisque peut-être bien Victor a fini par mourir en esclavage. Je dis seulement que, mort ou vif, le consul doit retrouver sa trace.

— Vous avez raison, mon ami, on la retrouvera, ou j'y perdrai mon crédit tout entier. Votre persévérance, votre démarche et jusqu'à votre dernière observation sont, comme vous l'écrit fort bien le capitaine Baray, d'un marin de cœur et de sens. Inutile en effet de risquer encore de donner de fausses espérances à la famille Divoal.

— Merci, amiral, dit Binigan enchanté du succès de sa visite, dont le vieil officier le complimenta encore en lui tendant et lui serrant la main.

Il s'en alla plein d'espoir, songeant à nombre d'aventures de mer plus invraisemblables que celle de Victor Divoal. A bord, le chapitre des souvetages providentiels et des délivrances miraculeuses est interminable. Que de quarts de jours et de nuit n'a-t-il point défrayés ! Point de dangers dont on n'ait chance de revenir. Gens recueillis en pleine mer dans des parages peu fréquentés; marins qui ont vécu plusieurs jours dans l'intérieur de navires chavirés et qui en sont sortis sains et saufs ; naufragés qui ont passé des mois entiers sur des roches battues des lames ou sur des épaves; prisonniers de cannibales échappant à d'effroyables festins; pri-